Les femmes sont les principales victimes des catastrophes naturelles et des conflits, mais elles se montrent aussi les plus dynamiques. Les agences d'aide humanitaire devraient donc faire davantage pour que les femmes deviennent de vrais agents du changement et du développement.

Voilà le message qu'il faut retenir de la Conférence internationale de Dubaï sur l'aide humanitaire et le développement (DIHAD) qui s'est déroulée du 25 au 27 mars sur le thème de l'aide humanitaire et les femmes. Cette conférence a rassemblé des centaines de membres des agences des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG), des agences de bailleurs de fonds, des organisations régionales et de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

La conférence a souligné l'importance d'attribuer aux femmes un vrai pouvoir de décision et des rôles de leadership ainsi que la nécessité de soutenir les politiques d'égalité entre les hommes et les femmes en assurant un niveau de financement suffisant pour qu'elles ne restent pas des engagements sur papier et pour obtenir des résultats.

« Le plus souvent, ce sont les femmes qui subissent les conséquences dévastatrices [des crises] – qu'elles soient physiques, psychologiques, sociales ou économiques », a dit Ertharin Cousin, directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), aux participants à la conférence.

L'utilisation généralisée du viol comme arme de guerre n'est que l'un des signes montrant que les femmes sont souvent prises pour cible dans les conflits.

Les femmes et les enfants courent 14 fois plus de risques de mourir au cours d'une catastrophe naturelle que les hommes, selon une recherche universitaire. Oxfam a indiqué que le tsunami de 2004 en Asie aurait tué quatre fois plus de femmes que d'hommes.

Cela est souvent lié à la vulnérabilité préexistante des femmes dans de nombreuses sociétés et au fait qu'elles ont tendance à s'occuper des enfants et des personnes âgées.

« Il est temps de briser le silence qui pèse sur les femmes oubliées des zones oubliées », a dit Mme Cousin. « Nous pouvons y remédier en écoutant la voix des femmes, en reconnaissant les défis qui se présentent à elles, en prenant en compte leurs capacités ainsi que leurs besoins ».

Dans les situations de crise, les besoins spécifiques des femmes vont de la protection contre les violences sexuelles au soutien qui leur est apporté lorsqu'elles endossent leur nouveau rôle de soutien de famille.

« Les femmes ont des besoins différents et spécifiques, et elles peuvent avoir un point de vue sensiblement différent sur la manière de répondre à ces besoins », a dit Son Excellence la cheikha Lubna Bint Khalid Al Qasimi – ministre de la Coopération internationale et du Développement des Émirats Arabes Unis.

Mme Bint Khalid Al Qasimi a été la première femme à occuper un poste de ministre d'un gouvernement des Émirats arabes unis. Plutôt que de considérer les femmes uniquement comme des victimes ou des bénéficiaires de l'aide, a-t-elle dit, « il nous faut aller au-delà de cela et les voir comme des agents du changement, des négociatrices de paix et des fournisseurs d'assistance ».

Maria Teresa Garrido, conseillère Femmes et Guerre au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a dit qu'il fallait faire attention aux stéréotypes de genre.

« On associe les femmes à la paix, à la tendresse … et les hommes à la guerre, à l'agressivité, à la violence … mais cela ne constitue qu'un portrait partiel », a-t-elle dit.

« Ces perceptions erronées limitent réellement la manière dont nous nous adressons aux hommes et aux femmes, la manière dont nous les percevons et la manière dont nous travaillons avec eux. Les femmes ne sont pas seulement des victimes … elles sont aussi des agents de la reconstruction, elles vont de l'avant et elles trouvent des réponses à leurs situations ».

Selon Claire Melamed, Directrice du Programme croissance, pauvreté et inégalité de l'Institut de développement d'outre-mer (Overseas Development Institute, ODI), les femmes élaborent souvent de meilleures stratégies de survie que les hommes. Dans un article de blog publié en janvier, elle a dit que l'idée selon laquelle « les femmes sont toujours les victimes les plus vulnérables en situation d'urgence » est un mythe.

L'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas seulement un droit

Les voix et les besoins des femmes sont ignorés pour de multiples raisons. Certaines organisations d'aide humanitaire se disent « trop occupées » lorsqu'elles interviennent en situation d'urgence pour répondre aux besoins spécifiques des femmes. Certaines personnes pensent que le genre est un problème de développement à long terme. D'autres soutiennent que les organisations qui viennent en aide aux femmes sont déjà chargées de traiter les problèmes de genre. Mme Cousin a également noté que le secteur de l'aide humanitaire est principalement dominé par les hommes.

Cependant, les panelistes ont affirmé que le problème du genre n'est pas seulement une question d'équité : il faut également améliorer les chances de survie des femmes et des filles en situation d'urgence. Ainsi, selon Mme Cousin : « Le genre est l'affaire de tous ».

Plusieurs panelistes se sont intéressés au rôle des femmes dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, en notant le rôle important des femmes comme soutien principal et, dans bon nombre de scénarios de conflit, comme chef de famille.

« Les femmes jouent un rôle essentiel pour la sécurité alimentaire, car elles ont une influence énorme sur les moyens de subsistance du ménage », a expliqué Mona Chaya, coordinatrice adjointe de l'objectif stratégique Résilience de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

En Asie, six agriculteurs sur dix sont des femmes, mais « les politiques d'aide humanitaire ont longtemps ignoré les femmes en tant que producteurs alimentaires », a noté la princesse Haya Bint Al Hussein, Messager de la paix des Nations Unies.

Citant en exemple un projet mis en œuvre au Tchad avec le soutien de la FAO – un projet visant à l'amélioration des rendements agricoles par l'octroi de ressources aux femmes - Mme Chaya a souligné : « Le genre n'est pas une question à part. Au contraire, elle fait partie intégrante du travail de développement ... Il s'agit d'un outil pour le développement agricole et pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les situations de paix et d'urgence ».

Intégration

Heureusement, les politiques d'égalité entre les hommes et les femmes sont de plus en plus souvent incluses dans la programmation générale, un point souligné par Kristalina Georgieva, Commissaire européen à la coopération internationale, l'aide humanitaire et réaction aux crises.

« En Europe, notre engagement en faveur des femmes et notre engagement en faveur de l'aide humanitaire convergent … Nous prenons la compréhension des besoins des femmes très au sérieux ».

Le bras humanitaire de la Commission européenne, ECHO, a récemment adopté une nouvelle politique du genre dans les interventions humanitaires qui comprend trois volets : l'intégration d'une perspective de genre dans tous les programmes, les actions ciblant les femmes et le renforcement des capacités.

En termes pratiques, cela va de la planification de l'installation des éclairages dans les camps de réfugiés aux transferts d'espèces ciblant spécifiquement les femmes au renforcement des capacités des partenaires dans le traitement des questions liées au genre et au renforcement des capacités des femmes pour qu'elles s'en sortent mieux.

Ainsi, l'Organisation internationale des migrations (OIM) a formé des habitantes des zones rurales à l'élaboration de solutions de réduction des risques de catastrophes adaptées à leur communauté.

Le Département britannique pour le développement international (DFID) introduit aussi une exigence relative à la prise en compte de la question de l'égalité des genres dans toutes ses actions de développement et ses interventions humanitaires – de l'élaboration à l'évaluation et au suivi.

D'autres entreprennent des efforts d'intégration des programmes liés au genre. La Notation Genre du Comité permanent inter-agence (IASC), lancée en 2009, est un outil permettant de noter un

projet humanitaire en fonction de sa capacité à assurer aux hommes et aux femmes un bénéfice égal.

Mise en pratique

Mme Georgieva a ajouté qu'il était important de « montrer l'exemple » et elle a dit : « Il faut davantage de femmes sur le terrain … qui parlent et qui agissent ».

Les panelistes ont souligné l'importance de la présence d'un personnel féminin à tous les niveaux des organisations, des dirigeants aux recenseurs qui interrogent les personnes affectées.

Un effort particulier doit être consenti pour assurer la pleine participation des femmes à la planification des réponses humanitaires, ont dit les panelistes, car les femmes sont souvent mieux informées sur les besoins de leur communauté.

« Je pense que nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas inclure les femmes dans les processus de prise de décision, d'élaboration, de budgétisation – dans tous ces processus », a dit Farah Kabir, Directrice exécutive d'ActionAid au Bangladesh, « car dans ce cas, nous perdons la moitié des points de vue, la moitié des idées, et nous ne trouvons pas forcément des solutions pratiques ».

Il faut cependant agir avec précaution et s'assurer de la participation des hommes. Dans le cas contraire, donner du pouvoir aux femmes dans la distribution de l'aide pourrait entraîner une montée des violences à leur égard, a souligné Wendy Fenton, coordinatrice du Réseau des pratiques humanitaires de l'ODI.

Financement

Il est non seulement essentiel de donner aux femmes la possibilité d'accéder à des rôles de leadership importants, mais aussi d'avoir un financement régulier.

« Tout le monde parle du renforcement de l'autonomie des femmes, des marqueurs de genre, de l'aide aux femmes », a dit Muna Abu Suliman, secrétaire générale fondatrice de la Fondation Alwaleed Bin Talal d'Arabie saoudite et Ambassadrice de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

« … Une attention croissante a été accordée aux femmes et aux filles en tant qu'agents du changement au cours de ces dernières années et des engagements ont été pris en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. Mais cette attention ne s'est pas traduite par le financement d'organisations de femmes ou par un changement en profondeur ».

Les fonds sont souvent morcelés et accordés sous la forme de petits montants, a-t-elle dit. Bon nombre d'organisations doivent lutter pour leur survie en raison du caractère à court terme des financements qu'elles reçoivent et même les organisations de femmes bien établies qui proposent des solutions novatrices sont dans l'incapacité de renforcer leurs actions. Des études

ont également montré la nécessité de financements adaptés en situation d'urgence complexe afin d'avoir la flexibilité nécessaire pour répondre aux besoins des femmes.

Mme Abu Suliman, une personnalité influente dans le secteur des médias en Arabie saoudite, a exhorté les gouvernements des pays du Moyen-Orient à diriger leur « aide étrangère et leur travail de développement très généreux » vers « les causes et les organisations liées aux femmes ».

Mais Mukesh Kapila, un enseignant du Humanitarian and Conflict Response Institute de l'université de Manchester, a émis une mise en garde : le financement des programmes ciblant les femmes et l'accès des femmes aux postes de leadership ne suffiront pas tant que les structures sociétales qui favorisent la vulnérabilité des femmes ne changeront pas.

Afin de remédier à ce problème, l'OIM a formé des officiers de police pour mettre un terme au trafic des femmes.

Cependant, « malgré l'attention croissante accordée au genre au cours de ces 15 dernières années, il y a encore un long chemin à parcourir pour s'assurer que les réponses humanitaires reflètent les capacités, les ressources et les besoins des femmes », a dit Mme Cousin.